

Unité interdépartementale Vaucluse-Arles
CITE ADMINISTRATIVE Bâtiment 1 Cours Jean Jaurès
84905 Avignon

Avignon, le 02/04/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/02/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SOPREMA SAS

162 allée de la traïlle
Parc d'activités des Becassières
84700 Sorgues

Références : D-00156-2024
Code AIOT : 0006406615

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/02/2024 dans l'établissement SOPREMA SAS implanté 162 allée de la traïlle Parc d'activités des Becassières 84700 Sorgues. L'inspection a été annoncée le 31/01/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection faisait suite au dépôt de deux dossiers de porter à connaissance portant sur l'installation de trois nouveaux malaxeurs et sur l'installation d'un groupe électrogène.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOPREMA SAS
- 162 allée de la traïlle Parc d'activités des Becassières 84700 Sorgues
- Code AIOT : 0006406615
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'entreprise Soprema basée à Sorgues est une entité d'un groupe qui compte 67 sites de production

à travers le monde. Le site de Sorgues est dédié à la fabrication et à la revente de membranes bitumineuses pour le bâtiment. L'usine de Sorgues emploie environ 40 personnes.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Porter à connaissance : malaxeurs	Arrêté Préfectoral du 18/07/2007, article 2.1	Sans objet
2	Poter à connaissance : groupe électrogène	Arrêté Préfectoral du 18/07/2007, article 2.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Soprema a déposé deux dossiers de porter à connaissance concernant l'installation de 3 nouveaux malaxeurs et d'un groupe électrogène. Pour ce dernier, ayant été retiré avant l'instruction du dossier, le point n'a pas été traité.

Concernant les malaxeurs, un certains nombres de questions se sont posées à la lecture du porter à connaissance, l'inspection avait donc pour objet d'obtenir des précisions quant aux modifications envisagées et d'évaluer l'incidence des modifications sur la maîtrise des risques.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Porter à connaissance : malaxeurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/07/2007, article 2.1
Thème(s) : Risques accidentels, Malaxeurs
Prescription contrôlée : Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.
Constats : Constats La société SOPREMA a communiqué le 20 juin 2023 un dossier de porter à connaissance pour l'extension de son atelier de membranes bitumineuses sur le site de Sorgues. Le projet plus particulièrement consiste en l'ajout de trois malaxeurs de 7 tonnes chacun en sus des cinq déjà en fonction. L'objectif pour SOPREMA étant de pouvoir diversifier sa production par une augmentation du nombre de formulation à disposition. <u>La lecture des éléments transmis indique que :</u> - le projet ne modifie pas le classement ICPE du site mais l'ajout de trois malaxeurs augmente la quantité des en cours de production dont la capacité passe de 9100 t à 9120 t. Le stockage des en cours de SOPREMA relève de la rubrique 4801-1 dont le site est d'ores et déjà soumis à autorisation ; L'exploitant indique une augmentation de 20 t cependant la capacité unitaire est de 7 t l'augmentation de l'encours serait donc de 21 t. - le projet nécessite une extension de 16 m ² de l'atelier de fabrication. En parallèle du porter à connaissance, SOPREMA a donc déposé auprès de la mairie de Sorgues un dossier de permis de

construire le 3 janvier 2023.

Demande de compléments au dossier :

Afin d'avoir tous les éléments d'appréciation, l'inspection des installations classées a demandé des compléments de dossier auprès de SOPREMA le 20 septembre 2023. Cette demande portait sur la fourniture d'un descriptif technique plus complet des malaxeurs, sur le traitement des rejets gazeux pouvant être générés par un surcroît d'activité ainsi que sur l'analyse de l'éventuel classement au titre d'une rubrique IED.

L'exploitant a transmis les compléments demandés le 5 octobre 2023 :

- la modification, n'entraîne pas de classement au titre de la directive IED ;
- les événements des malaxeurs sont canalisés et reliés au dispositif de traitement des rejets atmosphériques du site ;
- un schéma de fonctionnement de la future installation ;

Analyse des incidences du projet :

L'exploitant a indiqué lors de l'inspection que la modification conduira à une augmentation du débit de production. Celui-ci est fixé à 15 t/j au titre de la rubrique 2661-1.B. Les malaxeurs seront reliés au dispositif de traitement des gaz en place.

L'arrêté préfectoral complémentaire du 26 juin 2012 a modifié les prescriptions relatives aux émissions gazeuses : captage, conditions de rejets, valeurs limites de polluants rejetés à l'atmosphère et détermination du suivi du dispositif de traitements des rejets gazeux.

Le système de traitement au charbon actif doit ainsi être contrôlé quotidiennement sur la base de la détection de sulfure d'hydrogène. Dans le cas d'une détection répétée pendant une semaine, l'exploitant est tenu de renouveler le charbon actif.

L'ajout de malaxeur, n'augmentant pas le débit de production, le volume de gaz à traiter ne devrait donc pas augmenter significativement. Lors de l'inspection nous avons constaté que les événements des malaxeurs allaient être raccordés au dispositif de traitement des rejets gazeux. Le suivi du paramètre H₂S prescrit par l'APC du 26 juin 2012 pourra confirmer le bon dimensionnement du dispositif de traitement.

Analyse des dangers liés à l'installation :

La lecture des plans transmis ne nous avait pas permis de nous représenter clairement l'implantation des malaxeurs. Sur place nous avons constaté que les nouvelles installations seront disposées comme les précédents au sol. Lors de l'inspection nous avons pu constater que les nouveaux malaxeurs engendreraient un accroissement de surface de 16 m² du bâtiment dans le sens de la longueur, leur positionnement ne venant pas entraver les circulations des engins des services d'incendie et de secours. Ce point a été validé par le SDIS84 lors de sa consultation dans le cadre de l'instruction du permis de construire.

Cependant l'augmentation de 21 tonnes des en cours de production peut impacter le risque incendie. Il convient donc d'analyser les moyens de défense incendie. Les 3 nouveaux malaxeurs sont placés sous un dispositif extinction automatique à eau. Lors des échanges il n'a pas été possible d'affirmer clairement si le mode d'extinction à l'eau était le plus adapté, ni si le dimensionnement du sprinklage était adapté. L'inspection des installations classées a donc transmis pour étude et analyse le porter à connaissance au service prévention des risques du SDIS 84.

L'exploitant a transmis un rapport d'évaluation du risque d'explosion (CNPP, rapport R.21.0280-2 du 24/04/2023). Ce rapport ne détaille pas clairement l'évaluation du risque d'explosion au niveau des malaxeurs.

D'autre part, afin d'évaluer l'impact de la modification, l'exploitant devra nous transmettre une révision de son étude de danger. Celle-ci devra réévaluer de manière argumentée les risques liés à

la nouvelle zone des malaxeurs, notamment d'explosion et d'incendie, à travers une analyse préliminaire des risques et le cas échéant à travers une analyse détaillée des risques.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Poter à connaissance : groupe électrogène

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/07/2007, article 2.1
Thème(s) : Risques accidentels, Groupe électrogène
Prescription contrôlée : Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les élément d'appréciation.
Constats : L'installation d'un groupe électrogène a été effective au cours de l'hiver mais l'équipement a été retiré depuis. Ce point n'est donc plus d'actualité.
Type de suites proposées : Sans suite